

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19751 - 76ÈME ANNÉE

Quand la gestion depuis Paris fait de La Réunion la dernière de la classe dans sa région

Vie sans COVID à Maurice et crise sanitaire à La Réunion : qui s'en sortira le mieux en 2021 ?

Entre une île tropicale sous état d'urgence sanitaire où les contraintes sont quasiment les mêmes qu'en France à l'exception du couvre-feu, et une autre île tropicale où la population vit sans la COVID-19 avec, cerise sur le gâteau, un coût de la vie beaucoup moins élevé, il est évident que Maurice a une longueur d'avance sur La Réunion.

Distante d'à peine 200 kilomètres de La Réunion, l'île Maurice a commencé une campagne de vaccination nationale. Le contexte est totalement différent de La Réunion. Dans le cadre de l'initiative COVAX, le gouvernement a précommandé des vaccins pour couvrir 20 % de la population, celle qui est la plus susceptible d'être en contact avec des porteurs de la COVID-19 en raison de leur profession notamment. Mais l'objectif est plus ambitieux : atteindre 60 % de vaccinés.

Première différence avec La Réunion : le choix du vaccin. Dans notre île, les vaccins choisis dépendent d'une décision parisienne. C'est pourquoi du matériel permettant de stocker des médicaments à -80 degrés a été acheminé à La Réunion par vol militaire et implanté dans un lieu tenu secret. Ce déploiement est la conséquence de l'utilisation d'un vaccin de l'industrie pharmaceutique occidentale : Pfizer-BioNTech.

Vendredi, le ministre mauricien de la

Santé a indiqué que « le ministère de la Santé et le ministère des Affaires étrangères sont entrés en contact avec différents laboratoires tels que Pfizer/BioNTech, Astra Zeneca-Oxford, Gamaleya Institute de la Russie, Sinopharm de Chine et Moderna » précise « Ile Maurice Tourisme Infos ». Ceci fait que Maurice ne dépend pas d'un seul fournisseur.

Aéroport fermé, pas d'épidémie de COVID

Seconde et sans doute différence fondamentale avec La Réunion : la campagne de vaccination se fait à Maurice au sein d'une population très peu touchée par la COVID, comparativement à La Réunion où plus de 50 personnes sont déjà mortes dans les hôpitaux. Plusieurs décès ont été dénombrés à Maurice au mois de mars, ce qui faisait dire alors à la directrice régionale de l'ARS que c'était la conséquence d'un manque d'équipement par rapport à La Réunion.

Mais dès le début, les autorités mauriciennes ont décidé de fermer l'aéroport alors que la part du tourisme dans son économie est plus importante qu'à La Réunion. Nos voisins accueillent deux à trois fois plus de touristes que notre île, mais ils ont choisi de fermer la porte à la contamination.

Depuis la réouverture de ses fron-

tières, Maurice impose aux entrants une quarantaine stricte en centre dédié payée par l'arrivant. Les Mauriciens durent souffrir d'un confinement plus strict qu'à La Réunion au début de l'épidémie. Mais depuis, les Mauriciens peuvent vivre sans la COVID.

C'est ce que rappellent les manifestations contre le système politique qui ont réuni plusieurs centaines de milliers de personnes à Port-Louis. C'était du jamais vu depuis des dizaines d'années à Maurice, alors qu'en raison de l'état d'urgence sanitaire, il est inconcevable à La Réunion d'organiser une manifestation d'une telle ampleur pour peser sur un pouvoir politique.

Porte ouverte pour riches retraités ou télétravailleurs réunionnais

Par conséquent, non seulement les Mauriciens vivent sans le COVID, mais en plus ils auront un taux de vaccination important parmi la population. Dans le même temps, les pays occidentaux ont lancé des campagnes de vaccination. Or, La Réunion et l'Europe sont les premiers fournisseurs de touristes pour Maurice. Cela laisse ouvert la possibilité d'une fin de la quarantaine pour les voyageurs qui peuvent justifier d'une vaccination contre la COVID.

Les conditions sont donc réunies pour une vie sans COVID à Maurice. Il est évident que les autorités mauriciennes vont faire la promotion de leur environnement sans coronavirus. Un Visa Premium est mis en place depuis le mois d'octobre. Il permet l'entrée dans le pays à de riches retraités, notamment réunionnais, à des investisseurs et à des cadres désireux de faire du télétravail sans les contraintes de l'état d'urgence sanitaire en vigueur dans leurs pays. Visa Premium et vaccin obligatoire pour entrer à Maurice sont des mesures qui permettront à nos voisins d'attirer des résidents suffisamment riches pour y déménager, et qui peuvent donc se payer le droit de vivre dans un pays sans COVID et donc sans les contraintes.

L'atout d'une destination sans COVID

Au sujet des touristes, il est clair que le taux de vaccination parmi les clients potentiels au voyage va augmenter. Pour une personne vivant en France, entre La Réunion et Maurice, le choix sera vite fait. En effet, entre une île tropicale sous état d'urgence sanitaire où les contraintes sont quasiment les mêmes qu'en France à l'exception du couvre-feu, et une autre île tropicale où la population vit sans la COVID-19 avec, cerise sur le gâteau, un coût de la vie beaucoup moins élevé, il est évident que Maurice a une longueur d'avance sur La Réunion.

Il est tout de même paradoxal de constater qu'à La Réunion, les représentants des professionnels du tourisme n'eurent de cesse de réclamer la fin de la quarantaine et autres contraintes pour les voyageurs venant à La Réunion. Il est

évident que la fin de la quarantaine ainsi que l'impossibilité d'imposer un test obligatoire aux entrants a contribué à l'explosion de l'épidémie à La Réunion, au rythme de plusieurs milliers de nouveaux arrivants par jour.

De leurs côtés, les Mauriciens ont pris leur mal en patience, sans les aides de la France ou de l'Europe.

Leur choix de fermer la porte au virus leur donne aujourd'hui un atout incontestable dans l'opération reconquête post-COVID.

M.M.

Touristes dans la nature dès la sortie de l'aéroport : sommes-nous vraiment en crise sanitaire ?

Je me permets de vous écrire concernant un fait qui s'est déroulé à Salazie et qui m'a choquée !

Nous habitons à Salazie, plus précisément à Grand-Ilet et en allant rendre visite à la belle-famille nous nous sommes arrêtés à la Boutique du Village. Et là, sortant de son véhicule, un homme s'approche de nous pour nous demander un renseignement.

Il est environ 10 heures du matin et cet homme me demande où il pourrait se ravitailler avant de partir pour randonnée dans le Cirque de Mafate.

Je lui indique la boulangerie du village ainsi que l'épicerie dans laquelle j'allais me rendre également.

Il m'explique alors être arrivé de Paris sur le premier vol en direction de l'île de La Réunion et qu'il n'a pas eu le temps de passer dans une grande surface pour y faire quelques courses.

Interloquée, je lui rappelle que nous sommes toujours en crise sanitaire et qu'une semaine aurait permis de ne pas faire circuler le virus, toujours présent sur l'île.

Au vu de mon discours, il s'est retourné, m'a remercié à demi-mot et est rentré dans l'épicerie.

Je suis sidérée envers ces touristes qui se permettent de venir à l'île de la Réunion et qui croient que le virus ne circule pas ici.

Sommes-nous vraiment en crise sanitaire ?

Que font nos élus pour y remédier ?

Il est bien beau de nous mettre des barrières, pas de rassemblements, pas de réunion de famille, port du masque obligatoire... Mais eux, ceux qui viennent d'en dehors ont-ils tous les droits ?

Arrêtez de nous prendre pour ce que nous ne sommes pas !

Rend à nou, Nout liberté oté

Cindy Barbe Robert

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

La menace de l'extrême-droite

Si la tentative de coup d'Etat de l'extrême-droite américaine par la prise du Capitole à Washington D.C a, selon toute vraisemblance, lamentablement échoué et laissé sur le carreau Donald Trump, il ne fait nul doute que cela aura de lourdes conséquences dans les mois et années à venir, que cela soit aux Etats-Unis, mais globalement dans toutes les démocraties dites libérales, en particulier en France, et donc par ricochet à La Réunion.

Car s'il est une chose à retenir de cette prise du Capitole, c'est justement qu'elle est possible. L'extrême-droite américaine a pu s'emparer, même temporairement d'un symbole de la démocratie, aussi imparfait que soit le modèle américain.

On notera au passage la complaisance des forces de l'ordre, où il a été au final relativement simple pour ces groupuscules de l'extrême-droite la plus rance de pénétrer dans l'enceinte du Capitole, ce qui est à mettre en parallèle avec la manifestation pacifique de Black Lives Matters de juin où les militants avaient été réprimés par milliers et où les forces de l'ordre étaient présentes en très grand nombre.

Cette complaisance des forces de l'ordre envers l'extrême-droite n'est malheureusement pas nouvelle, ni une exception américaine. En France également une attitude plutôt étonnante vis-à-vis des mouvements les plus fascistes est trop souvent remarqué, alors que la répression du mouvement social se fait chaque jour de plus en plus forte. Mais cette complaisance, ou tout du moins relativisation de cette tentative de coup d'Etat à Washington, a également pu être vue dans les médias et chez certains milieux politiques, en particulier au niveau du gouvernement. En effet, si tous condamnent l'acte de la prise du Capitole, les forces progressistes comme les mouvements authentiquement populaires ont été mis sur le même plan de menace que cette extrême-droite américaine. On a ainsi vu fleurir des comparaisons douteuses, y compris au gouvernement entre les responsables de cette tentative de coup d'Etat et le mouvement des Gilets Jaunes ou encore les communistes et les insoumis, étant tous qualifiés de « populistes ». Le fait même que ces comparaisons existent doit nous inquiéter.

Car il faut nommer ceux ayant réalisé cette tentative de coup d'Etat : l'extrême-droite dans sa grande diversité, c'est à dire immensément de fascistes, des libertariens, et même des néo-nazis. Des composantes combattant toute notion de démocratie, de liberté, de justice sociale, de bien-vivre en communauté, d'émancipation des peuples, etc. En bref, elles s'opposent au fondement même de nos sociétés.

Cette même extrême-droite que l'on retrouve partout en train de prendre le pouvoir (comme cela est déjà le cas au Brésil, en Inde, en Hongrie et donc aux Etats-Unis avec Trump pour encore quelques jours par exemple), ou en forte poussée, notamment en France.

Et si cette dynamique est effectivement mondiale, elle n'est en rien due au hasard.

En effet, le capitalisme traversant actuellement une énorme crise structurelle, qui est à la fois accélérée et représentée par la crise sanitaire, la tentation de dérive autoritaire voire fascisante pour survivre semble plus que présente, en témoigne ainsi cette tentative de coup d'Etat aux Etats-Unis.

Mais en ce qui nous concerne, la situation n'est guère plus enthousiasmante dans la République :

Montée du chômage du fait de très nombreux licenciements de la part de grands groupes, destruction des conquêtes sociales, répression du mouvement social, dérive autoritaire du gouvernement avec comme symbole la « Loi Sécurité Globale », racisme d'Etat qui sera illustré par la « loi contre le séparatisme », mise sous tutelle de la recherche avec la LPR, etc. Tous ces éléments, lorsqu'on les met en lien, sont plus qu'inquiétants dans la dynamique autoritaire que prend notre gouvernement qui menace ainsi d'offrir ce qui reste de notre démocratie sur un plateau à l'extrême droite et en particulier aux fascistes. Cette menace est d'autant plus présente lorsque l'on voit la chasse qui est faite aux progressistes, où nous sommes depuis quelques mois subitement quasiment tous devenus « islamogauchistes » et « d'ultra-gauche », ne laissant ainsi par ce fait que deux possibilités politiques officielles à la population : le libéralisme sous ses différentes formes et ses failles que l'on connaît, ou l'hypothèse fasciste.

Ce tableau plus qu'inquiétant de la montée de l'autoritarisme, de l'extrême-droite et du fascisme au niveau mondial comme au niveau national étant posé, que fait-on maintenant ? Comment peut-on agir contre cela à La Réunion ?

Il est plus que temps de s'organiser pour éviter le pire, la fin de notre démocratie et la mise en place d'un pouvoir autoritaire proche de l'extrême-droite la plus rance, que cela soit par les urnes ou par les faits.

Pour éviter cela, nous n'avons désormais qu'une seule possibilité. Il s'agit de travailler pour renforcer le mouvement social Réunionnais sur des bases fortes, c'est-à-dire en défendant fermement dans l'unité la classe laborieuse dont sont issus les travailleurs et les chômeurs, mais également les femmes, les opprimés quels qu'ils soient. En bref, nous mobiliser ensemble pour le bien commun de la population Réunionnaise, pour la justice sociale, l'égalité pour toutes et tous, le droit de décider par nous-même de ce qui est bon pour nous, et ainsi redonner espoir aux masses en concrétisant ces batailles. Ce n'est que sur ces bases que nous arriverons alors à combattre par les idées et surtout par les actes cette menace brune planant sur nous qu'est l'extrême-droite et son avatar fasciste.

Mathieu Raffini

Oté

Issi é pa ayèr, par nou mèm é pou nou-mèm

Matante Zélida la ékrir Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, si mi konpran bien lontan-dann tan la guèr lotonomi - kan la droite téi di zot, bann rouj, zot i vé fé manz demoun manyok, patate, si la pa simploman galé, zot lété bandé an trant-siss Zot téi kriy linzistiss, lo déformasyon, lo falsifikasyon, traïzon ! Astèr konm i di lotonomi tou la sorte par la porte - ni vé pi lotonomi !-épi la arrante par la fénète - ni vé kékshoz parèye !-pars i fo pa pran anou pou pli bète ké ni lé pars kan i di ni vé pi lotonomi, mé ni vé lotonomi alimantèr, lotonomi énézétik, lotonomi dan la lite kont lo covid, épi d'ot boute é d'ot boute ankòr, di pa mwin ni rotourn pa dsi lo poinn dépar, donk lo rotour l'otonomi konm mo d'ord. Alé ! Arète fé prann demoun po d'shanm pou pla kouvèr, makaroni pou la bouji ! Tok ! Pran sa pou ou.

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matante k'i koz touzour la boush rouvèr, mi panse wi koné kozman-la : sak i di la pa la zirouète k'i tourn sé lo van. Kossa sa i vé dir pou la pèryod nou l'aprè viv koméla ? Simploman é dopi in bon koup de tan néna dé shoz la shanjé : bann zinstitasyon la shanjé, lo péi lé myé ékipé, mé konm i di lo départman lé touzour atipik é néna pwin assé d'shanjman, épi pwin assé d'rézilta...

Konm dann tan lésklavaz néna bann shène i antrav anou donk nou na pwin la libèrté konm i fo, la responsabilité konm ni doi an avoir, lo kontrol dsi nou mèm. La pa lèss anou dovnir adilt é sé sa k'i déplé anou. Pou lo rèstan di aou sak wi vé dir, panse aou sak wi vé pansé, kroi aou sak wi vé kroi. Néna kant mèm kékshoz lé sir : si l'éta i ariv pa règ in paké problèm, sé ké bann problèm-la i pé ète réglé issi é pa ayèr, par nou mèm é pou nou mèm. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin